

Le Forum économique de Davos en plein brouillard

di Frédéric Lemaître

Célèbre pour le Forum économique mondial (WEF) qui s'y tient chaque hiver, la station suisse de Davos a longtemps dû sa notoriété à ses sanatoriums, passés à la postérité grâce à *La Montagne magique* de Thomas Mann. Dans une comparaison audacieuse, Klaus Schwab, présent du WEF, a indiqué que la 39e édition du Forum qui se tiendra du 28 au 31 janvier devrait être celle de l'entrée en convalescence de l'économie mondiale. Rien n'est moins sûr. Alors que l'édition 2008 avait été marquée par des débats sur l'intensité de la crise et la capacité ou non de l'Asie à prendre le relais, 2009 s'annonce sous de très sombres auspices.

Deux scénarios optimistes ont récemment volé en éclats : d'une part celui d'un découplage des économies selon lequel la croissance asiatique disposait de ses propres ressorts, de l'autre celui d'une crise " en V ", où une forte et brutale décélération de la croissance serait suivie d'une reprise tout aussi rapide et vigoureuse. De cela, il n'est plus question. En Chine, au Japon, en Corée du sud et en Australie, tous les indicateurs basculent dans le rouge. Même les entreprises les plus robustes vacillent. En témoignent les difficultés inédites de Sony, Toyota et Samsung.

Pour les observateurs avertis, ce n'est qu'une demi-surprise : en déclarant être en récession dès la mi-octobre 2008, le petit Etat de Singapour avait joué son rôle de " canari dans la mine de charbon ". Et effectivement le coup de grisou est mondial. Le Brésil, qui, lui aussi, s'est longtemps cru protégé par son dynamisme propre, a dû déchanter. Alors que le président Lula misait sur la création de 2 millions d'emplois en 2008, son pays n'en créera que 1,5 million. En décembre, le pays en a même détruit plus de 650 000. Du jamais-vu depuis dix ans.

Mondiale, la crise sera durable. Dans quelques semaines, les entreprises vont publier leurs résultats pour 2008. Ils seront globalement mauvais pour les banques et corrects dans les autres secteurs qui ont connu trois bons trimestres. Mais comme chacun s'attend à ce que 2009 soit pire, il n'y a aucune raison pour que les marchés boursiers repartent à la hausse. Les banques devraient donc voir leurs fonds propres continuer de décliner et se montrer de plus en plus parcimonieuses dans la distribution de crédits." *Dix-huit mois après leur apparition, les actifs radioactifs des banques sont toujours là et personne ne sait quand leurs effets vont cesser de se faire sentir* ", reconnaît Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE.

Il y a plusieurs mois, Carlos Ghosn, le président de Renault Nissan, avait prévenu : " *La crise financière va se transformer en crise économique puis sociale et enfin politique.* " En Grèce, en Islande et en Corée du Sud, les tensions sociales ont déjà eu un impact politique majeur, même si, paradoxalement, les altermondialistes (réunis cette semaine à Belém) se détournent des thèmes économiques pour privilégier l'environnement.

Prochaine étape du scénario noir : la déflation, une baisse durable des prix et des salaires (mais pas des dettes qui, elles, sont exprimées en valeur nominale). Avec la panique bancaire (évitée à l'automne 2008), c'est la grande crainte des gouvernants et des banques centrales." *Contre la déflation, les économistes n'ont malheureusement rien à proposer* ", reconnaît l'un d'entre eux, Jacques Mistral, chercheur à l'IFRI. Le Japon qui a connu ce phénomène en témoigne. Maintenant, le risque est écarté, notamment en Europe où les salaires minima et les systèmes de protection sociale devraient jouer leurs rôles de " *stabilisateurs automatiques* ". Mais la Chine ne semble pas être à l'abri.

Seule bonne nouvelle - Davos devrait le confirmer -, les dirigeants du G20 qui, après Washington, doivent se retrouver à Londres début avril semblent avoir compris que la solution ne pouvait être que globale. Pourtant, même si certains réfléchissent à une structure de défiance mondiale pour gérer les actifs toxiques des banques, les plans de relance restent nationaux et,

comme le dit un dirigeant d'une organisation internationale, " *la tentation populo-protectionniste n'est pas loin* ". Malgré leurs imperfections, ces plans de relance sont la dernière bouée à laquelle se raccrocher. " *Même si tous les pays ne sont pas égaux, le risque de ne rien faire est supérieur à celui de creuser les déficits* ", reconnaît M. Gurria.

Mais les marchés ne semblent y croire qu'à moitié. Ni l'annonce d'un nouveau plan britannique pour sauver les banques, ni même l'entrée en fonctions de Barack Obama qui devrait précéder de peu l'adoption d'un plan de relance de plus de 800 milliards de dollars n'ont provoqué de rebond des marchés. Il est vrai que selon le Congrès américain, seule une petite fraction des dépenses d'infrastructures prévues pourra être dépensée avant octobre 2010. Quant au plan annoncé par Pékin, il devrait buter sur l'absence de protection sociale qui incite les Chinois à épargner. Bref, les politiques et les économistes semblent dépassés par les événements. " *Demandez aux experts ce qu'il faut faire, et la réponse la plus honnête est : je ne sais pas* ", a reconnu Tony Blair dans un aveu d'impuissance qu'aucun dirigeant n'a jusqu'à présent démenti.